

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20°)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 42 fr.	Un an... 50 fr.
Six mois... 22 fr.	Six mois... 25 fr.
Trois mois... 12 fr.	Trois mois... 15 fr.
Chèques postaux : J. Girardin 1191-98	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

LA MANŒUVRE SE PRÉCISE

NOUS NE MARCHERONS PAS!

NOTRE éditorial du 17 mai : « Pas un homme, pas un sou ! » nous a valu maintes réflexions de la part de camarades.

C'est ainsi que nous avons reçu du compagnon Damiani l'article suivant :

TOUS LES HOMMES, TOUS LES SOUS!

Chers camarades du « Libertaire »,
Je suis bien d'accord avec vous quand vous écrivez : « Cette guerre — celle que prépare le fascisme italien — sera comme les autres, uniquement une guerre d'intérêts. Une guerre d'impérialismes rivaux ». Mais je considère vos conclusions comme étant très simplistes.

Nous ne marcherons pas, c'est un mot. Nous ? quelques-uns ! Le peuple marchera, le prolétariat marchera. D'esprit et de personne, comme il a marché hier.

Il y a beaucoup de monde qui juge Mussolini comme un maître-chanteur, qui considère que ses rodomontades ne sont que du pur chantage. Je suis du même avis. Mais Mussolini peut très bien être victime de son propre jeu. On ne souffle pas impunément tous les jours dans les trompettes guerrières. Et alors ? On marchera. Les peuples pour la boucherie et nous quelques centaines, pour le cachot.

Il faut sortir de la tour d'ivoire et occuper le pavé, et cela tout de suite. Demain il serait trop tard.

Pour éviter la guerre il faut marcher contre la guerre, mobiliser contre la guerre quand il en est temps. Et puisque c'est le fascisme qui est la cause immédiate de la prochaine — peut-être très prochaine — guerre il faut mobiliser et marcher contre le fascisme italien... et contre ses « cellulés » en France et ailleurs. La suite sera ce qu'elle pourra être.

Mais aujourd'hui, il est urgent, il est indispensable, dans l'intérêt de tous, pour la cause de la liberté en tous pays, d'arracher à l'impérialisme français et autre le masque antifasciste.

C'est le peuple, c'est le prolétariat, ce sont les hommes libres de France et d'ailleurs qui ont l'obligation, l'intérêt, la nécessité (dans le but de livrer bataille au fascisme) d'avantager les gouvernements pour les vider du prétexte antifasciste. Il faut de l'agitation populaire et de l'action internationale. Cette action dépend non seulement, comme on veut se convaincre de voir pour ne rien faire, la liberté et la vie du peuple italien, mais la liberté et la vie de tous les peuples. On peut soutenir des annexes mussoliniennes et se désintéresser de l'esclavage du peuple italien. Mais le fascisme italien a fait école. La France, par exemple, nous montre déjà le fascisme perle de Tardieu. Et si on n'a pas encore vu les escouades de chemises noires en action dans les rues, matraque au poing... on peut dire que le « passage à tabac » dans les dépôts et les commissariats remplace ou surpasse l'action fasciste.

Pas un homme, pas un sou pour la guerre des impérialismes rivaux ? Oui. Mais tous les hommes, tous les sous pour la guerre à la guerre, pour la guerre au fascisme.

Et sans perdre de temps !
Bruxelles, le 20 mai 1930.

GIGI DAMIANI.

Notre ami nous accuse d'être « très simplistes ». Qu'il nous permette, et ce sans esprit d'amour-propre, de lui rétorquer le compliment.

Le peuple marchera, dit-il, comme il a marché hier. C'est bien possible, encore que ce ne soit pas prouvé. Mais en tout cas, cela ne nous fait pas du tout obligation de faire comme lui. Si, dès maintenant, nous lui ouvrons les yeux, si nous lui faisons voir les manœuvres qui se cachent derrière ces excitations antifascistes, il est certain que nous risquons d'entraîner pas mal de gens à nos côtés.

« Il faut sortir de la Tour d'ivoire et occuper le pavé. » Nous ne demandons pas mieux, si nous ne savons que le pavé que nous occuperions serait vite balayé par les tanks et les mitrailleuses : car, voyons, Damiani, si le peuple a marché pour la guerre, vous croyez qu'il occupera le pavé ? Allons donc ! Il y aura bien plus de facilité à le faire se détourner de la guerre qu'à le faire marcher pour une insurrection ; et alors nous occuperions le pavé (qui, nous ? Quelques-uns, pour reprendre votre argumentation).

« Puisque c'est le fascisme italien qui est la cause immédiate de la prochaine guerre, il faut mobiliser et marcher contre le fascisme italien et contre ses cellulés. »

Là, nous ne nous entendons plus du tout. Que le fascisme italien soit celui qui pourrait mettre le feu aux poudres, bien. Mais la cause, l'unique cause de la prochaine guerre, même provoquée par le fascisme, ce sera le capitalisme international divisé en clans impérialismes rivaux. Quels que soient les pays qui entrent dans cette guerre, quels que soient les actes de provocation accomplis au préalable par Mussolini, tous les États auront la même part de responsabilité. Le responsable

« officiel » de la boucherie sera peut-être le fascisme, mais les autres gouvernements seront aussi coupables que lui, car ils se seront servis d'un prétexte pour déclencher une guerre d'intérêts à laquelle nous devons rester étrangers quoi qu'il arrive.

Le martyre du peuple italien ne nous est pas indifférent. Nous voudrions de tout notre cœur que prit fin son esclavage. Nous applaudirions et nous aiderions même de tous nos moyens une révolution libératrice.

Mais il faut être conséquent et logique jusqu'au bout. Il n'y a pas que le peuple italien qui vive en un perpétuel enfer. Et l'Espagne, et la Bulgarie, et la Hongrie, et la Russie, et les pays baltes et balkaniques, sans oublier même la Pologne, où le prolétariat est plongé dans un terreur qui n'a rien à envier au régime mussolinien.

Tous sont ligés dans des alliances impérialistes — et alors ? si nous marchions, en donnant tous les hommes, tous les sous, contre le fascisme italien, il nous faudrait après — en admettant que nous ayons réussi à délivrer le prolétariat cisalpin, recommencer la même aventure contre les autres ? Ce serait un état de guerre permanent. Et il serait singulier que ce soit justement la France, pays du fascisme perle, qui livrait l'assaut aux autres fascismes.

Mais cessons de discuter dans l'absurde. Notre camarade Damiani, pour lequel nous n'avons que des sentiments de franchise amicale, ne s'est pas rendu compte exactement de ce qui a motivé notre article du 17 mai.

Lorsque nous avons écrit cet article, nous l'avons fait précéder d'un sous-titre : « Une manœuvre déjouée ».

Nous indignions qu'une campagne se fît jour dans les feuilles publiques contre le « duce ». Prenant prétexte de son discours de Livourne, on essayait de soulever toute la partie dite « avancée » de la population pour, le cas échéant, la faire acquiescer et participer à une guerre contre le fascisme italien.

Reprenons une phrase de cet article :

Naturellement on ferait appel à tous les éléments de gauche et d'extrême-gauche pour barrer la route à l'impérialisme fasciste pour dresser une barrière contre la dictature, pour « profiter de l'occasion ainsi offerte en allant jeter bas le régime abject des chemises noires ».

Or, un événement s'est déroulé auquel on n'a peut-être pas porté toute l'attention désirable.

Au récent congrès de la Fédération socialiste de la Seine, répondant à une question de Kahn, le leader de la gauche révolutionnaire a affirmé :

« Nous prendrions les armes contre le fascisme italien ! »

D'autre part, toute la presse, même celle qui jusqu'alors approuvait Mussolini, se livre à des appréciations hostiles sur le « Duce ». Une campagne est engagée dans tous les journaux contre l'impérialisme de langage de Benito.

Quand on sait qu'en France la plupart des quotidiens sont subventionnés par le ministère de l'Intérieur ou des Affaires étrangères ; que lorsqu'on rencontre une presque unanimité dans l'appréciation des événements c'est que le « chef d'orchestre » — en l'occurrence le président du Conseil — a largement arrosé les « musiciens », on ne peut qu'être inquiet de la tournure que prennent les conjonctures actuelles.

« On » veut la guerre. Et naturellement on va profiter des discours incendiaires du fou qui régent l'Italie pour essayer de nous faire marcher.

Nous savons maintenant que tous les éléments de gauche — y compris les socialistes, même d'extrême-gauche — marcheront pour la comédie.

Eh bien ! nous ferons comme en 1914. Nous étions peu nombreux, alors, à refuser notre concours à la boucherie. Cela tint surtout à la trahison de dernière heure des militants en qui on croyait pouvoir compter.

Maintenant nous sommes prévenus. Nous savons, à l'avance, que socialistes et cégétistes réformistes iront comme un seul homme emboucher la trompette guerrière.

C'est donc à nous de faire, dès aujourd'hui, entendre la voix de la raison.

La libération des peuples ne peut pas provenir d'une guerre, l'expérience est là pour nous le démontrer.

Préparons-nous, organisons-nous pour résister de toutes nos forces à la boucherie qui se prépare, qui est peut-être plus proche qu'on ne l'imagine.

Qu'à la première alerte nous soyons résolus à refuser à tout prix notre concours. Antifascistes, contre tous les États, de quelque étiquette soient-ils parés. Contre toutes les guerres, quel qu'en soit le prétexte initial.

A L'AIDE ET A L'ŒUVRE

Voilà donc notre Libertaire, sur son ancien format.

Si nous avions été sages, c'est dès le lendemain du Congrès que nous aurions opéré cette transformation qui apparaissait déjà inévitable. Mais sommes-nous si coupables d'avoir voulu espérer en dépit de tout ?

Il n'est pas dans nos intentions de reprocher à nos prédécesseurs quoi que ce soit ; tout au plus avons-nous regretté qu'ils aient attendu les assises du Congrès pour faire connaître la situation alarmante de notre journal.

Nous avons pris à notre charge l'administration du Libertaire et de la librairie à la fin de l'hiver, à un moment où la vente du journal et les affaires de la librairie diminuaient passablement. Tout crédit nous était coupé en raison de dettes criardes que nous allons énumérer pour démontrer que nous ne sommes pas non plus responsables de ce qui arrive.

Au premier mai, le Libertaire et la librairie avaient une dette courante de 7.500 fr. se répartissant ainsi : imprimerie, 4.500 fr. ; Comité Odéon, 918 fr. ; Entr'aide, 600 fr. ; à Monito, 400 fr. ; à divers éditeurs 700 fr. ; le reste à divers.

Il est bien entendu que nous ne parlons pas d'une très vieille dette de 7.000 francs que nous ne sommes pas obligés de rembourser maintenant.

Il était bien dû au journal et à la librairie quelques sommes d'argent, mais les mêmes sommes qui sont toujours dues et qui seront dues, ou à peu près, lorsque d'autres camarades nous succéderont.

Encore une fois, nous ne récriminons point contre nos prédécesseurs. Ils ont fait ce qu'ils ont pu afin que le Libertaire paraisse régulièrement. Nous ferons tout ce que nous pourrons, nous aussi, pour que notre organe de propagande soit dans toutes les mains de nos lecteurs chaque semaine.

Et nous pensons bien revenir au grand format à partir du mois d'octobre.

Mais en attendant le mois d'octobre, assurons déjà solidement l'existence du Libertaire sur son format actuel. Et pour cela les efforts de tous sont nécessaires.

A l'aide, camarades, et à l'œuvre !
LA COMMISSION ADMINISTRATIVE.

Cinquième liste

J. Croudon, 5 ; un Espagnol 5 ; Faucier erreur 5 ; Chorin 15 ; Cohnat, 5 ; Châtellier 5 ; Hayaun 10 ; Quadri 5 ; un lecteur 5 ; Brousselle 5 L. Levallois 2 75 ; Perron 50 ; Gravaireau 10 ; Guérineau 5 ; Le Bot 10 ; Pas de nom 10 ; Copain de chez Lucher 25 ; Petit Timmerdard 2 ; Henriette 5 ; Delobel 5 ; Pincon 5 ; Le Mignon 2 50 ; A. Vilar 10 ; V. S. 10 ; Tourné 5 ; J. Maillard 5 ; Fagotta père et fils 10 ; Groupe de Toulouse 50 ; Le Bihan 20 ; Allume 20 ; Beauche 5 ; Les 4 Bulgares 30 ; Laury 10 ; Igrec 5 ; Godaille 5 ; Soyevs 5 ; James 10 ; Guilleré 5 ; A. O. S. P. pour mai 100 ; Laurent 25 ; P. 5 ; A la Solidarité en passant 50 5 ; Solé 10 ; X. 10 ; Janier 5 ; Kiriell 10 ; Bainsat 5 ; Guillard 5 ; Z... 5 ; Le Guern 10 ; Nicolas 5 ; Passeron 15 ; Menu 10 ; Apdal 5 ; Murgia 5 ; T. D. B. 5 ; G. Tengu 15 ; H. Guillot 4 ; Leneveu 3 ; R. Durot 3 ; Groupe du 11^e 35 ; Groupe de Bezons 50 ; Fed. Anarchiste du Nord, 20 ; Deléche 8 ; Nechikoff Radko 8 ; Bianciardi 10.
Total : 838 fr. 25.

U. A. C. R. : Fédération parisienne

Samedi 31 mai, à 20 h. 30

Assemblée Générale

Salle Garrigues, 18, rue Ordener (18^e)

Ordre du jour : 1^o Examen de la propagande à envisager comme suite aux décisions du récent Congrès ; 2^o Renouveau du Bureau.

Lutte et propagande de tous les instants contre tous les gouvernements, solidaires dans le crime.

Propagande de tous les instants pour faire pénétrer dans le peuple l'idéal anarchiste-communiste.

Telles sont nos tâches immédiates.

Nous devons lutter contre tous les États, qui, à un degré plus ou moins élevé, sont tous des fascismes en puissance.

La guerre peut venir. Nous ne marcherons pas ! et dès aujourd'hui nous allons alerter les travailleurs pour qu'à la première alerte sérieuse on réponde à l'appel de mobilisation par la grève générale révolutionnaire.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

DEUX REVENDICATIONS ANARCHISTES

Anarchistes, nous sommes, par définition, des gens dont la revendication première, la revendication de tous les instants, c'est la liberté.

Vouloir la liberté, c'est ne pas admettre d'autorité extérieure, d'autorité qui s'impose du dehors, c'est ne pas obéir à l'ordre, c'est se refuser au commandement, c'est braver la routine qui est une forme de commandement, c'est être un révolté, un réfractaire, un non-conformiste, dans la pleine acception de ces différents termes. Anarchistes, nous sommes tout cela. Nous cumulons tous ces caractères qui sont des tares selon l'esprit bourgeois, mais de hautes vertus civiques d'avenir.

Vouloir la liberté, être selon une poétique image, des « amants fanatiques de la liberté », ne signifie pas être rebelle à toute discipline. A cette condition qu'elle n'offense pas la justice, qu'elle procède d'une synthèse d'idées morales qui soumises au libre examen, la raison appliquée en reconnaisse le bien-fondé, une discipline contractuelle peut être acceptée. Nous ne reconnaissons pas la discipline militaire, ni la discipline industrielle, ni la discipline sociale, parce que ces formes de discipline sont synonymes d'absurdité, d'injustice et de crime.

Ces formes de discipline sont absurdes étant sans objet, nous voulons dire sans autre objet que de servir à assurer la prédominance sociale d'une classe privilégiée par sa position. Elles sont iniques et criminelles car elles produisent l'anéantissement de la personnalité humaine chez ceux qui les subissent et même, ajouterons-nous, chez ceux qui en profitent ou qui les exercent.

Notre revendication de liberté en implique obligatoirement une autre : l'égalité. Un homme ne peut être libre si, à côté de lui, un autre homme est en état de le dominer économiquement. Les différences de conditions sont l'obstacle éternel qui empêche la liberté d'être, qui la réduisent à des apparences mensongères, à des trompe-l'œil.

Égalité ! Non pas bien entendu, égalité de force physique et de force intellectuelle qui varient d'individu à individu sans pourtant qu'en règle générale ces écarts soient bien grands, mais égalité de condition, égalité des moyens de vivre, égalité de niveau d'existence.

Chimère, utopie, qu'une telle revendication, elle ne pourrait aboutir qu'à un nivellement par en bas, à un nivellement dans la fange et dans la crasse ! Vous admettez donc, ô économistes bourgeois ! qu'il y a de la fange et de la crasse en bas ? Pourquoi ô riches ! voulez-vous que ceux d'en bas aient scrupule à vous faire toucher du doigt leur détresse puisque c'est vous qui avez voulu cela, c'est vous qui, traités aux principes, avez complété pour que les parias restent les parias ! Mais il ne s'agit pas même d'une telle rétorsion qui ne serait que justice selon le mode bourgeois. Nous voulons que la crasse et la fange disparaissent de la société. Nous voulons que l'homme s'épanouisse en bien-être matériel et en beauté morale.

Nous le voulons. Et nous disons cela est possible ; cela est réalisable. Ou la science n'est pas la science, ou la technique scientifique n'est pas une technique scientifique, ou le progrès matériel et mécanique n'est qu'un leurre... ou les richesses matérielles résultant de la conjonction des forces sociales productives, peuvent être équitablement réparties et engendrer le bien-être pour tous !

Oui, mais le progrès mécanique est fonction de l'argent rien que de l'argent. C'est parce qu'il y a « de l'argent à gagner » que le progrès trouve des animateurs dans la personne des brasseurs d'affaires, des capitaines d'industrie, des conquistadores de la Production.

Parfait ; Mais biffez l'argent. Restent les besoins de la consommation à satisfaire ; restent le bien-être pour l'homme et pour l'espèce humaine. Vous sacrifiez ces besoins primordiaux et ce bien-être généralisé au règne des Conquistadores. Vous sacrifiez le nécessaire au superflu et l'aisance de tous au luxe stupide de quelques nababs. Croyez-

vous qu'ayant perdu le moteur, l'argent, le progrès s'arrêtera instantanément ? Ne croyez-vous pas qu'il trouvera une émulation nouvelle, un mobile plus actif, un stimulant plus puissant, dans cet objectif — idéal d'aujourd'hui, réalité de demain, — l'aisance pour tous, le bien-être général, le luxe même mis à la portée de ceux qui, sous le règne de l'argent, sont privés du nécessaire ?

Ou l'homme est une incorrigible brute défiant les lois de l'évolution ou l'idéal sera réalisé.

Nous croyons que l'homme est un être évoluable et que la Société qu'il s'est faite graduellement s'oriente des ténèbres vers la lumière, de l'oppression vers la liberté, de la détresse générale vers l'abondance générale.

Lente et incertaine apparaît cette évolution. Elle n'en est pas moins indéniable. Et notre rôle, anarchistes, ne serait-elle que de pousser à la roue du progrès d'être les théoriciens d'un avenir social, qui, quoi que les forces de rétrogradation aient pu faire pour l'enrayer, ne s'affirme pas moins dans le présent, comme une force dynamique, une force qui avance...

RHILLON.

EN DEUXIÈME PAGE:

Socialisme et Défense nationale par Epsilon

PROPOS d'un PARIA.

Il vient de se juger, à Lyon, un procès peu banal. Les rescapés et les parents des victimes de la terrible épidémie de typhoïde qui eut lieu en 1928 portaient plainte contre la Compagnie des Eaux qu'ils rendaient responsable de cette hécatombe.

En fait, cette Compagnie qui a à charge la distribution aux Lyonnais d'une eau « potable, claire et limpide » pourrait se dénommer Compagnie des eaux sales. En effet, par suite de fissures malencontreuses, l'eau « des égouts se mélangeait fraternellement avec celle qui épurait la Compagnie et se déversait ensuite par tous les robinets où s'approvisionnaient les ménagères.

Les buveurs d'eau intègres et ceux qui abhorrent le vin pur absorbèrent ainsi à bouche queux-tu des milliards de microbes pathogènes. Les résultats furent inespérés. Des centaines de personnes passèrent de vie à trépas, plusieurs milliers furent malades. Ce qui n'empêcha pas la Compagnie de réaliser en cette année 1928 plus de huit millions de bénéfices.

Sur ces huit millions et sur ceux qu'elle a « gagnés » de la même façon dans les années antérieures, la Compagnie n'entend pas prélever une centime pour indemniser — en partie — ceux que son incurie a plongés dans la misère. Elle s'est offert des experts qui n'ont pas eu de mal à la mettre hors de cause. Ce n'est pas encore grâce à ce procès que le métier d'expert redonnera son blason, terni par tant d'incidents malheureux.

Mais les plus savantes dissertations ne peuvent rien contre ce fait que 30.000 litres de purin passaient à l'heure dans les puits de la Compagnie et étaient débités ensuite aux usagers.

Le doute fort, malgré tout, que les plaignants obtiennent satisfaction. Ce serait contraire à tous les usages bourgeois.

D'ailleurs, pas plus le galimatias scientifique des savants experts que le pathos juridique ne ressuscitera les 300 morts. Quant aux rescapés, ils doivent déjà s'estimer bien heureux de l'être.

Il y a pourtant une leçon à tirer des faits qui motivent ce procès. Il faut signaler non seulement l'incurie, mais le profond mépris dans lequel est tenue la vie humaine par ceux qui, pour gagner de l'argent, toujours plus d'argent, économisent sur le personnel, sur les travaux à accomplir, etc., et risquent de déclencher les pires catastrophes.

Ce n'est pas seulement la Compagnie des Eaux de Lyon, encore moins l'ingénieur et le mécanicien de cette Compagnie, mais le régime lui-même qui est responsable.

Allez donc faire comprendre cela aux plaignants... ils vous riront au nez. Et pourtant !... — Pierre Mualdès.

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Dans le dernier *Semeur* (12 mai) Jean Tempête, dans un excellent article intitulé « L'ordre bourgeois », répète ce que l'on s'obstine à ne pas entendre, à savoir que la Société actuelle est basée sur le désordre et que l'anarchie telle que nous la concevons représenterait l'ordre, c'est-à-dire l'harmonie.

Mais il n'est pire sourd...

Le même numéro, avec la page habituelle sur l'objection de conscience, donne un article du Dr Proschowsky sur « le mariage et la tyrannie conjugale » où l'auteur se déclare franchement partisan de la liberté du divorce (c'est-à-dire la faculté pour l'époux de divorcer même sans le consentement de l'autre partie), seule capable d'annihiler les conséquences désastreuses du mariage; *Georges Without-name*, adversaire acharné des végétariens, réfute quelques affirmations trop hardies des « naturalistes ». La question de végétarisme est controversée et controversable. Notre humble avis est que des problèmes plus urgents nous sollicitent.

**

Dans « *Germinal* », notre camarade Bastien analyse le récent conflit des postiers, et demande aux ouvriers de ne pas combattre les postiers; qui ne sont pas des budgétaires mais des travailleurs comme eux.

André Lorulot, dans le même numéro répond à ses accusateurs. A une époque où la cléricature tend de plus en plus à se réintégrer dans ses privilèges (elle y a presque réussi), il n'est pas inutile que nous citions après *Germinal* une phrase extraite de *La Croix* du 8 avril 1930.

«... Nous admettons fort bien que pour se débarrasser d'un parti gênant ou d'un homme particulièrement dangereux, on fasse fêcher de tout bois, et les catholiques l'ont fait parfois quand il a fallu débarquer les suppôts dangereux de la franc-maçonnerie, ou des hommes redoutables par leur malice et leur culé... »

JEAN GUIRAUD
(rédacteur en chef)

Tandis que j'écris ces lignes, j'ai sous les yeux un numéro d'une feuille satirique de 1878, « La Petite Lune » où le dessinateur Gill représente Gambetta assis sur un panier d'où sort la tête d'un jésuite. La légende dit : « Assieds-toi dessus un bon coup, et que ça finisse ! »

Hélas, ce n'est pas fini. On se demande même où cela s'arrêtera !

Il est grand temps que nous nous ressaisissions devant l'attaque sournoise de l'église.

**

Dans le numéro de mai de « Plus Loin », 11, rue de Cluny (5^e) *Isidine* expose, dans un article intitulé « Humanité ou Classe ? » un point de vue qui n'est pas loin d'être le nôtre. Toutefois, les lignes qui suivent ne correspondent pas à la réalité, parce que trop absolutistes.

« Le souffle de cette grande expérience sociale (la Révolution russe) a rejeté un grand nombre de nos camarades vers deux conceptions opposées : les uns adoptent le bolchevisme et la dictature du prolétariat qui seuls, selon eux, conviennent à une époque révolutionnaire ; les autres au contraire, se désintéressent de la révolution immédiate et des luttes ouvrières, opposent à l'idée de classe l'idée d'humanité, et préconisent une action purement éducative et morale ».

Isidine nous permettra de lui faire remarquer qu'entre ces deux extrêmes il y a place pour une troisième conception accordant une juste place à l'éducation et à l'action révolutionnaire. Et par action révolutionnaire, nous n'entendons pas une adoption de la dictature « du prolétariat », quoi qu'il en semble penser.

Dans le même numéro, notre ami Goujon, dans une étude un peu longue, portant sur le titre « Fins et moyens » analyse excellemment l'opération souvent inconsciente qui consiste à oublier le but qu'on s'est fixé en s'attachant aux moyens. Après s'être déclaré partisan de l'harmonie, Goujon conclut : «... nous sommes nous-mêmes des agents de transformation des Sociétés où nous vivons. A nous de réagir ». *P. Richard* parle une fois de plus de l'Algérie et cite quelques chiffres fort suggestifs. L'opinion des anarchistes est déjà faite, quand à celle des bourgeois de tout poil, il est certain que ceux-ci ont de bonnes raisons de n'en pas changer.

Un certain *Eugène Barnavol* répond à *Pierrot* au sujet d'un article sur « l'Erreur individualiste ». Il ne nous appartient pas de défendre une idéologie qui n'est pas la nôtre, mais il semble que Barnavol n'ait absolument rien compris aux idées de *Pierrot*, qui sont sensiblement celles de notre manifeste. Noté également dans ce même « Plus Loin » le compte rendu d'une controverse sur le syndicalisme, question épineuse que nous nous abstiendrons de traiter pour cette fois.

**

Le *Résistant à la Guerre*, publie des informations de tous les pays sur l'antimilitarisme sous toutes ses formes. Nous en

donnerons quelques extraits dans la rubrique « A travers le monde ».

Ce même organe reproduit un « Appel aux hommes de bonne volonté » en faveur des populations sinistrées du midi de la France, lancé par le « Service Civil ». Nous pensons que nos camarades ignorent la situation exacte de la France pour avoir reproduit cet appel. Nous ne contestons pas les excellentes intentions des animateurs du « Service Civil ». Cependant, il est à peu près certain que leur action, consistant comme on sait à travailler bénévolement à la reconstruction des régions dévastées, nuira à la main-d'œuvre régulière, quoi qu'en dise le manifeste. On sait que le chômage commence à toucher notre pays, préservé jusqu'ici. Or, les récentes inondations ont constitué une occasion « merveilleuse », si j'ose dire, de donner du travail aux chômeurs. Et le Service Civil vient supplanter les ouvriers... Dans un autre ordre d'idée, nous ne voyons pas sans surprise figurer parmi les signataires de l'Appel, à côté de gens très honorables comme Georges Duhamel, Gouttenoire de Toury, etc., l'inarrable abbé Viollet, membre du Conseil Supérieur de la Natalité (14 1/2), le colonel Picot, grotesque patriote, et Victor Busch, président de la Ligue des Droits de l'Homme et intime de Poincaré l'homme-qui-ril-dans-les-cimetières. De telles références nous font douter de la sincérité des promoteurs de « Service Civil ».

**

Pour terminer, faisons une petite incursion dans la presse bourgeoise. La très-hennessyste, très prudhommesque et très tardive *œuvre* publiée en feuilleton « *L'homme qui gagne à la roulette* » d'Aurèle Paterni. Il s'agit d'un roman qui ne se différencie guère de ce qui s'est déjà fait dans le genre policier, depuis Ponson du Terrail jusqu'à Maurice Leblanc. Rappelant un vers connu de Boileau, nous conseillons amicalement à Paterni d'aller faire un petit tour dans le Sud-Ouest où les récentes inondations ont donné de l'ouvrage aux désœuvrés, si nous ne savions que sûrement il lui publiera bientôt « Le Rire dans le Cimetière », de la même veine que « La Grande Retape ».

Mais à quand « Le Rire dans le Cimetière » ?

ARGUS.

LES CAIDS ET LE CENTENAIRE

Au président Doumergue qui était allé glorifier un siècle de domination barbare, les caids ont fait cadeau d'un cheval.

Qu'est-ce qu'un caid ? Ni plus ni moins qu'un mouchard, un être vil et répugnant qui achète sa charge pour satisfaire son orgueil et sa cupidité. Devant un Français, le caid est un chien rampant, mais, profitant que ses compatriotes sont soumis au régime odieux de l'indigénat, ce vendu officiel le rançonne au vu et au su de l'administration française.

Le caid est moins qu'un filic. Il n'est ni patriote, ni politicien, mais une simple bourrique, fort devant les faibles, tremblant devant le plus fort.

Le président n'a donc pas de quoi être fier d'un cadeau qui lui a été offert par de pareils gens qui, au surplus, sont pour la plupart aussi bêtes que des ânes.

**

Mais, on nous annonce une amélioration : la suppression des tribunaux répressifs. C'est un os que l'on jette aux chiens, un crachat en l'air, un simple attrape-nigaud.

Non, Messieurs les Gouvernants, pour ma part et pour tous ceux qui pensent et souffrent comme moi, nous ne demandons aucune pitié.

Contre votre iniquité, contre votre ignoble barbarie, nombreux sont mes compatriotes qui se joindront à moi pour piétiner vos lois et qui crieront : « A bas les bourreaux et leurs valets. Vive l'anarchie. »

Sail Mohamed,
petit-fils d'un caid.

COMITÉ DE L'ENTR'AIDE

Les organisations qui s'intéressent au soutien des camarades emprisonnés pour délit politique (insoumission, objection de conscience, grève de journaux ou article jugé subversif, etc.), sont priées de prendre bonne note que la réunion plénière du Comité de l'Entr'Aide aura lieu le vendredi 4 juillet, à 21 heures, bureau 30, 2^e étage, Bourse du Travail de Paris. La commission de contrôle sera réunie à 30 heures, même jour, même lieu, pour la gestion du trimestre.

Les organisations qui n'ont pas désigné leurs délégués sont invitées à le faire et à indiquer les noms et adresses pour convocation personnelle. Il importe que la gestion soit large et claire.

Pour les organisations (syndicats, groupes de philosophie ou d'action, coopératives, etc.), qui auraient négligé d'en prendre note, ainsi que pour les militants qui n'ont pu encore le faire, adresser les fonds à Charbonneau Lucien, chequ postal 633-87, Paris, 18^e, 22, rue des Roses, 18^e, ou les remettre au bureau du S.U.E., Bourse du Travail de Paris.

Le Bureau.

LA RÉPRESSION

Deux camarades espagnols sont menacés d'extradition

Voici la lettre par laquelle la Fédération des groupes anarchistes espagnols en France nous apprend la nouvelle :

Chers camarades,

Au mois de mars dernier, six de nos amis réussirent à s'évader de la forteresse de Figueras d'où ils gagnèrent la France après quelques nuits de marche à travers les montagnes des Pyrénées. D'eux d'entre eux furent arrêtés en gare de Perpignan et on les mit en prison pour être traduits devant les tribunaux, sous l'inculpation de vagabondage et usage de faux.

Ils furent acquittés, mais au lieu d'être libérés, ils ont été transférés à la prison de Montpellier, et il comparaitront devant la Chambre des mises en accusation, en raison d'une demande d'extradition faite par l'Espagne. Leur avocat, M^r Respaud, du barreau de Perpignan, nous prie d'ouvrir une campagne en leur faveur, car le danger est sérieux.

Nos camarades, arbitrairement arrêtés, Blanco et Pons, très connus dans le mouvement syndicaliste de Barcelone, ont été condamnés par la dictature à cause de leur action dans l'organisation ouvrière. Blanco souffre d'une grave ophthalmie et ne peut subir en prison l'opération nécessaire.

Nous vous serions très reconnaissants si vous pouviez tenter quelque chose en faveur de nos deux malheureux amis.

Nos camarades espagnols ont bien raison de compter sur nous. Nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour empêcher que Blanco et Pons soient renvoyés dans les geôles d'Espagne.

Aujourd'hui, nous rendons public ce qui se trame à Montpellier contre la liberté de deux militants révolutionnaires et nous espérons n'être plus les seuls, demain, à protester.

Berneri arrêté à Anvers

Le 17 courant, notre camarade Camille Berneri sortait de prison après cinq mois de détention. Expulsé de Belgique, il était conduit, menottes aux mains, à la frontière hollandaise.

Il passa au Luxembourg, mais aussitôt on l'invita à partir par le premier train. Il retourna, en Hollande et là, après deux jours, on l'arrêta et on l'obligea à s'en aller.

Traqué comme une bête féroce, Berneri demanda à venir en France pour se présenter au procès du journaliste italien Cianca, dont l'arrestation avec deux de ses compatriotes à Paris, il y a quelque temps, a fait quelque bruit.

La police hollandaise, après avoir donné, à notre camarade Berneri, une feuille régulière de voyage, l'embarqua dans le « rapid » Roosendaal-Anvers.

A sa descente du train, les policiers Anversois l'arrêtèrent à nouveau, malgré sa déclaration de vouloir poursuivre son voyage pour la France. On l'emmena en prison pour « infraction à la loi d'expulsion ». Un camarade, intime de Berneri, l'aida de la voir ; il s'en fallut de peu qu'il rejoignit son compagnon et goûtât avec lui aux délices de la maison de repos.

De ce moment, nous n'avons plus aucune nouvelles.

Voilà les faits d'où ressort toute l'ignominieuse attitude des polices et en premier lieu de la magistrature de la « pauvre Belgique ».

Berneri a été expulsé presque de partout, et où il ne l'est pas encore on le classe également comme un malfaiteur.

Où ira-t-il ? Pourquoi le traque-t-on comme un bandit ; où veut-on en venir avec ce camarade qui est la personnification de la générosité et de la bonté humaines ?

Est-il permis ainsi impunément, aux policiers et aux chiens de la bourgeoisie de sembler des défis au bon sens ? Est-il permis à ces gens-là des abus ainsi flagrants ?

Et cela peut-il se concevoir parce que Berneri est anarchiste, parce que Berneri est un adversaire énergique de ce fou et épileptique de Mussolini ? Et les camarades, et les libres-penseurs et les hommes de cœur et la presse non asservie, vont-ils accepter en silence les canailleries de la dictature policière et gouvernementale ?

Nous voulons espérer, au contraire, que la protestation véhémentement contre ces méfaits d'autres époques sera clamée avec force, avec foi, énergiquement.

Nous demandons que Berneri soit libéré. Camille Berneri en nous engageant à lutter pour la liberté qui est la nôtre et celle de tous les révolutionnaires.

A. C.

Souscription en faveur d'Odéon

CINQUIÈME LISTE

Gogenot, 5 ; Jules Le Gall, 5 ; René Lochu, 5 ; Jean Negrier, 5 ; Germain Pauter, 5 ; Jules Diverres, 5 ; René Martin, 5 ; Théâtre du Peuple de Brest, 50 ; Verset par Musson, 132 ; Gros, 5 ; Janier, 10 ; Magt versé par Monalgus, 5 ; Janetto, Ozpinieu, Le Ghetto, Janetto Joseph, 50 ; Gavel, 2 ; Miedernayer, 2 ; Gilt, 6 ; Guher, 5 ; Ismaïle Bonnefoux, 50 ; Jean Thieule, 7 ; Parsy, 5 ; N., 20 ; Le Duff Alain, 5 ; Devaux Arthur, 10 ; Barcelone, 10 ; Mort à tout régime autoritaire, 5 ; Durand, 10 ; Bonnard, 5 ; Mlle Vouais, 5 ; Baron, 5 ; Falcuéras, 7 50 ; Orbando, 5 ; Melli, 5 ; Emilien, 5 ; Rosmi, 5 ; Sir, 5 ; Lunge, 2 50 ; Rossi, 5 ; Camfani, 10 ; Vahergers, 3 ; Kunlin, 1 ; Charpentier père, 2 ; Charpentier fils, 2 ; Dénoué, 1 ; Bourssier, 1 ; Tévenot, 1 ; Patolet, 5 ; Georgeton, 2 ; Audenier, 2 ; Girard, 2 ; X., 2 ; Pestor, 2. Total de cette liste : 345 fr. Total général : 6 235 fr. 00.

Nous déclarons à nouveau que la souscription en faveur d'Odéon et de sa petite famille est close. Une fois encore nous remercions tous ceux qui ont bien voulu répondre à nos appels.

La Voix de Province

Nota. — Nous recommandons à nos camarades correspondants de nous faire parvenir leurs renseignements en résumant le plus possible. La place réservée à cette tribune est limitée ; donnez-nous des faits et renseignements sur la vie des organisations et non des articles qui font trop souvent double emploi.

ALGER

On socialistes politiques et écolains assassins sont pris la main dans le sac

Nous avons eu dernièrement la visite des plus hauts représentants de la sainte et très catholique République française, mais cela ne suffit sans doute pas encore aux fidèles colons et indigènes puisque c'est maintenant au tour des « Hauts dignitaires » ecclésiastiques de faire la parade et de chanter un « Te Deum » en l'honneur des massacres et des barbaries commises sur cette belle terre d'Algérie il y a un siècle au nom de la civilisation. Aussi nous trouvons avec eux, pour ainsi dire la main dans la main, ceux qui se sont toujours dits pour la défense des plus chères doctrines républicaines et en particulier pour la cause laïque.

Voici ce que nous trouvons dans un journal radical-socialiste, ou socialiste, le seul journal officiel de gauche de la ville d'Alger : « L'Echo d'Alger » du 14 mai (décidément tous les « échos » se ressemblent) : « Aux fêtes du Centenaire, il fallait un « Te Deum » d'actions de grâces qui sera chanté dimanche soir, dans l'église métropolitaine, en présence d'un cardinal, de vingt archevêques ou évêques et de nombreux prêtres et dignitaires de l'Eglise. Nous les saluons respectueusement parce qu'ils sont les chefs « vénérés de l'Eglise Catholique et aussi parce qu'ils sont de grands français, portant presque tous à leur boutonnière le ruban rouge « de la Légion d'honneur qui témoigne de leur valeur de leur loyalisme et, pour beaucoup d'entre eux, de leur héroïsme durant « la grande guerre ».

Ce n'est certes pas au moment des élections que ces gens-là oseraient parler de telle manière.

Ah ! C'est vous le bide des gauches, vous qui les saluez respectueusement ! Et l'Entr'aide termine l'article d'Alger en disant : « Nous saluons respectueusement, sans doute ! Hypocrisie qui tout cela ! Comment, vous êtes du parti de la démocratie, vous osez dire cela ! Mais vous êtes même pas des républicains ! Vous êtes de toutes les sauces. Vous osez ajouter que leur bout de ruban rouge témoigne de leur héroïsme durant la grande guerre ! La grande guerre ! La guerre que tout le monde, même les plus militaristes, reconnaissent aujourd'hui comme une calamité ayant été provoquée par des capitalistes dans un but purement vénal ! Et le 5^e commandement ! Et les oracles de l'évangile, vous les oubliez sans doute ?

Quel mensonge ! C'est à croire que c'est une haine de nous qui ne veut s'imaginer une telle hypocrisie, si l'on a son cerveau bien en place. Cela fait honte à l'espèce humaine.

Marguerite Sepsa.

ANGERS

Une leçon de solidarité

Depuis longtemps déjà — 3 ou 4 mois environ — un conflit existe entre la municipalité angevine et les forains étalagistes.

Cette Municipalité, dont l'adjoint chargé des forains ne fait que des bêtises, a eu depuis un an, par ses stupides décrets, le pouvoir d'expulser l'esprit de conciliation des forains. Si bien que le samedi 24 mai, la tension devint si forte, la provocation si ouverte, que les forains décidèrent d'avoir recours à l'action. Prévoyant sans doute l'esprit de solidarité des étalagistes, flics et gendarmes envahirent la place des Halles dès 5 heures du matin. (Bon Dieu, quel déploiement de force policière, on se serait dit à la veille de la révolution ou un jour de 1^{er} mai).

Un à un, les forains arrivaient et prenaient décision de ne pas déballer. Ceux de la rue Jules-Guitton ainsi que ceux du boulevard, qui n'étaient pas touchés par les décrets, se solidarisèrent avec leurs camarades, tous restaient papiers et voitures fermées.

Tous les moyens furent mis en œuvre pour les faire céder, cependant qu'ils organisaient la résistance et nous pensons voir d'ici peu surgir un scandale à ce sujet dont d'ailleurs nous reparlerons.

Ce que j'ai voulu faire ressortir aujourd'hui, c'est que les forains ont montré à la classe ouvrière angevine un exemple de solidarité effective, une leçon d'union étroite entre eux et les autres, petits et grands, tous ont marché comme un seul homme.

Si la classe ouvrière avait ce même esprit de solidarité (malgré sa radicalisation), elle n'aurait pas laissé passer sans silence et sans réflexion, la stupide et provocante interdiction du maire contre la projection filmée que les bolchevistes devaient faire au cirque-léâtre sur le voyage du « Krassin » au Pôle Nord.

Le prétexte de l'interdiction était la question incendiaire, quand il laisse un cinéma n'ayant qu'une seule sortie (pas de porte de secours), faire ses représentations régulièrement sans être inquiété.

En d'autres temps, une telle interdiction aurait soulevé d'opprobre la classe ouvrière. Mais celle-ci divisée (en grande partie par ceux qui sont victimes aujourd'hui) n'ayant plus confiance en elle-même, ni dans ses organisations, n'a pas réagi. Elle n'a manifesté aucun mouvement de révolte qui eût certainement fait revenir le maire sur sa décision.

Peut-être l'exemple de forains surviva-t-il à ouvrir les yeux des aveugles volontaires de la classe ouvrière. Souhaitons que cette dernière réagisse contre les policiers et retrouve et son unité et sa volonté d'action coordonnée. C'est le rôle des anarchistes d'y travailler dans leurs organisations syndicales.

Bonnard.

BREST

Justice

Le Conseil de Guerre qui se réunissait le mardi 20 mai pour juger le capitaine de vaisseau Benoist, commandant de l'Edgar-Quinet, responsable de la perte de ce bâtiment a, après deux journées de débats (singulièrement symboliques pour ceux qui les ont suivis) déclaré celui-ci coupable d'impéritie avec circonstances atténuantes et privation de commandement pendant deux ans.

Tout d'abord, et à l'encontre de quantité de citoyens, il importe d'affirmer que la perte d'une unité ou de toutes les unités de combat, ne saurait envahir un anarchiste, qui œuvre à la disparition de la surface des mers, de tous ces engins de mort. Cette déclaration de principes soulignée, je crois utile de signaler les traits saillants de ce qu'il convient de qualifier de parodie de justice.

Pour bien des gens sans doute, s'exprimer ainsi sur les débats du Conseil de Guerre des 20 et 21 mai, sera la preuve d'une scolarisation ne pouvant s'accommoder avec une « opinion publique », qui prétendra que toute la justice a été rendue !

Pas un anarchiste ne saurait nier, qu'entre « l'opinion publique » et sa propre opinion, il y a une marge, puisque la première n'est le plus souvent, qu'un mélange de claquettes, de boniments savamment dosés, d'abandon de sens critique, de paradoxes, ce qui fait que le plus juste comme le plus coupable, risque d'être qualifiés suivant le niveau de cette « opinion publique », de parfait homme ou de

vile canaille. Les anarchistes ne se font une opinion, qu'autant qu'ils ont observé, critiqué, analysé, sans souci de celle des autres.

Donc, sans vouloir dramatiser sur la condamnation du commandant Benoist (qui sera sans danger pour son avenir, s'il est bien en cour) il faut cependant attacher une importance au réquisitoire dur, très dur, du commissaire du Gouvernement. C'est là un fait assez singulier et que l'on n'est guère accoutumé de voir en pareilles circonstances. Le capitaine de vaisseau Richard signala à l'« Imprimé », « l'ignorance » du capitaine de vaisseau Benoist, qui risquait de faire chavirer l'Edgar-Quinet avec son équipage, si la manœuvre qu'il tenta de le décharger de la roche pour l'échouer sur une plage, avait réussi. L'attaque la plus dure — visant le prestige, l'honneur dont sont fiers les officiers de marine — est incontestablement celle où il fit d'une voix aigre, un rapprochement entre l'attitude de ces commandants ne quittant leurs navires que lorsqu'ils les sentent se dérober sous leurs pieds et l'attitude du commandant Benoist qui quitta son vaisseau se souciant fort peu de la « tradition héroïque ».

Il sied surtout d'établir un parallèle entre les conditions de jugements des Conseils de guerre. Pour un matelot causant par « impéritie » la perte d'une embarcation, châtiment, canot à vapeur, dont il aura la charge comme patron, c'est dans la plupart des cas, l'arrestation et le sanctionnement de son impéritie par une peine disciplinaire, de 30 à 60 jours de prison, ou par un Conseil de guerre qui aggrave la peine le plus souvent. Qu'un matelot encore, se rende coupable de vente d'effets militaires, lui appartenant cependant, c'est méritamment le Conseil de Guerre, avec condamnation certaine, et qui variera surtout, suivant que le « comparant » sera noté comme pau ou pas discipliné.

Mais, pour un officier supérieur ayant la charge d'une grosse unité de combat, représentant quelques dizaines de millions pris aux contribuables français, et responsable de la vie de plus de 800 hommes, qui par son incapacité, son imprévoyance, a envoyé par le fonds son unité, perdue complètement, et a risqué la vie de tout son équipage, celui-ci, passible également du Conseil de guerre, se présentera en prévenu libre, sera dispensé de s'asseoir entre deux gendarmes au banc infamant, transformé pour la circonstance en un confortable fauteuil.

Lui, l'officier, sera jugé... en famille, avec aux suspensions de séances, les congratulations des copains venus en nombre, et si l'acquiescement n'est pas de mise — comme c'est le cas cette fois-ci — c'est une benigne condamnation de principe (2 ans de privations de commandement) qui sera appliquée.

Nul doute que les gens « à la page », trouvant échos chez les innombrables oies qui ne le sont pas du tout, eux, à la page, guerleront que tout est pour le mieux dans la plus républicaine des machines de guerre. Evidemment ! Cependant, ce sera une preuve de plus que la « justice militaire » est tout comme sa sœur jumelle la « justice civile », dure aux faibles et douce aux puissants.

René Martin.

TOULOUSE

Dans la gueule du loup

...Pourrait-on dire à la lecture de l'annonce parue, dans la « Dépêche de Toulouse » du 25-5-30, avisant le public que le 31 mai, aura lieu une kermesse au profit de l'enfance, œuvre de très haute philanthropie et d'une portée sociale des plus élevées, on

Ladite kermesse se tiendra dans les somptueux salons du quartier général.

Où l'on les voit protéger nos « tout petits ». L'on voit qu'hommes et femmes ils deviennent, mais pourquoi ? Pour que femmes leurs ventres plus tard, au profit des jouisseurs, produisent de la chair à labour, à souffrance et entretennent les cadres de l'armée.

Ah ! oui ! C'est pour eux une rude crainte, un profond souci, que la diminution de la natalité. Que feront-ils si les femmes des prolétaires déclarent la grève du ventre ?

Is se soucient aujourd'hui de nos illettes, mais, quels seront leurs agissements plus tard, lorsqu'ayant grandi, leur corps devenu réclamera du repos ? Lorsque révoltée du sort réservé à leurs rejetons, elles se refuseront à procréer ? Dites, qu'elle sera alors leur attitude à ceux-là qui aujourd'hui les viennent protéger ? Ah ! je les vois plastronnant dans ces salons, ces bienveillants officiers qui, cyniquement, en voyant nos petits moles, songent déjà qu'un jour il les transformeront en soldats, vres, qui engraisseront la terre. En compensation, ils diront : ce sont des héros...

Les protéger ! allons donc ! ils savent bien que leur ignoble Société les dévorera bientôt et qu'aujourd'hui leur attitude est celle du mouchard contemplant sa proie.

M. Tricheux.

Cheminois, voyez retraite !

Joué 22 mai, à 13 h. 15, un guivrier de la maison Amoureux Frères, Raymond Anthiagne, 62 ans, retraité de la Compagnie du Midi, a été victime d'un accident mortel... Les compagnies de chemins de fer, placées sous le contrôle de l'Etat, sont dirigées par des hommes très philistins, qui font tout ce qu'ils peuvent pour assurer à tous leurs employés, qui ont été des enfants très sages jusqu'à 55 ans, une retraite afin de leur permettre une meilleure existence, pour le restant de leurs vieux jours. Cette retraite n'est qu'une vaste escroquerie, comme le seront les Assurances sociales qui avec l'argent des producteurs, enrichissent les parasites et font le bonheur de certains. Quant aux ouvriers, ils sont très rares ceux qui arrivent à toucher intégralement la somme qu'ils ont déjà versée. Presque tous meurent épuisés par la longue vie de souffrance et de privations qu'on leur a imposée puisque les salaires n'ont jamais suffi à un homme de vivre, et à plus forte raison lorsque l'on rogne celui-ci pour faire subsister une retraite. Quant aux autres, ceux que les catastrophes et la maladie ont égarés la retraite qu'ils touchent leur permettra, après une longue existence d'esclavage, à aller se faire tuer, dans une usine bien française, avec tous les dangers auxquels ils ont droit. Comme l'écrivait Anthiagne, qui après avoir tenté toute une vie, se voit, malgré sa retraite, obligé de lever ses bras à 62 ans. A moins que ce ne soit par passe-temps puisque certains prétendent que le travail est une habitude, ou bien par pur nationalisme, puisque les usines Amoureux ne fabriquent que des machines agricoles françaises avec des aciers français... pour les agriculteurs français... mais qui s'en va de tous les travailleurs sans distinction de nationalité.

Où, les travailleurs ont droit, après une vie de labeur, comme les malades et les enfants, à la vie et à charge de la collectivité, mais cela ne sera une réalisation que lorsque les travailleurs se seront débarrassés de leurs oppresseurs...

..

La rareté des logements

Il est de plus en plus difficile, dans la ville « rose », de trouver un logement malgré que dans la périphérie, des milliers d'habitations aient été construites. Inutile de dire que si les logements sont rares, les loyers sont chers, on ne peut compter trouver à moins de 80 francs la pièce vide, évidemment le pari ici de loge-

(Suite en 4^e page.)

DIMANCHE 8 JUIN

Grande Balade Champêtre

du Libertaire

dans les bois de Garches

BAL CHAMPÊTRE

SOCIALISME ET DÉFENSE NATIONALE

Le parti socialiste va traiter dans son prochain congrès de Bordeaux, de la guerre, de la paix, de la défense nationale et de quelques questions connexes.

Et M. Léon Blum a publié à ce propos une série d'articles dans le *Populaire*.

M. Léon Blum est le chef reconnu du parti socialiste, le représentant distingué de son opinion moyenne, et à ce titre ses dires valent d'être pris en considération et donnent un avant-goût de la motion d'unanimité ou de quasi-unanimité qui sera sans doute adoptée.

Tout le monde ne sait pas assaisonner la salade. Ni doser les ingrédients d'une habile politique. M. Blum a su en mettre pour la droite et pour la gauche de son parti. Assez du « pacifisme » le plus officiel pour faire avaler sans trop de difficultés certaines exigences du patriotisme. Assez de « défense nationale » pour satisfaire les « nationaux » les plus ombrageux.

En fin de compte, qu'est-ce qu'ils feraient en cas de guerre, les membres de la Section Française de l'Internationale ouvrière ?

La réponse est fort simple : Exactement la même chose que la dernière fois. Si c'est à recommencer, on recommencera. A la vérité, on s'en doutait un peu.

Bien entendu, la réponse n'est pas donnée avec cette crudité simpliste, mais bien entortillée de touchants considérants les plus propres à flatter.

Y avait-il, avant 1914, sujet de se méprendre sur ce que serait la conduite de la majorité des socialistes français en cas de conflit européen ? Peut-être bien. Ils avaient tant accumulé de déclarations solennelles et contradictoires. Ils avaient fini par si bien mélanger le « plutôt l'insurrection que la guerre » des uns avec le « devoir de défense nationale » des autres, l'internationalisme avec le patriotisme, qu'il était assez compliqué de savoir quelles étaient dans tout cela leurs véritables sentiments et leurs véritables intentions.

M. Léon Blum s'applique à nous ôter semblables perplexités pour l'avenir, et d'étaler à ces fins une doctrine qui puissent ouvertement accepter aussi bien ses amis de la nuance Paul-Boncour, que ceux de la tendance Paul Faure. Et tout donne à penser qu'il réussira sans trop de peine à leur faire oublier leurs désaccords relatifs.

C'est tout de même pour un militant socialiste une assez fâcheuse question que celle de la guerre et qu'il est malaisé de traiter à la satisfaction générale.

S'il fait profession des opinions généralement reçues en matière de patriotisme, des socialistes pousseront l'intolérance jusqu'à l'accuser de faire bon marché du sang de la classe ouvrière, de la sacrifier à des intérêts et des idéologies aussi peu sympathiques que possible à des « prolétaires conscients ».

Mais, s'il manque aux regards dus à ce même patriotisme, ou s'il semble même en manquer, son cas est encore plus mauvais. C'est un traitre qui sacrifie à de folles chimères, à de criminelles utopies, internationalistes, le salut de son pays, et les gens des partis hier nationaux le dénoncent comme un danger public.

Dans cette pénible alternative le théoricien voudrait bien trouver moyen de satisfaire tout le monde et son Internationale.

Et il y arrive, ou à peu près.

Il y avait le sabre de M. Prudhomme, qui devait lui servir à défendre la constitution et au besoin à la combattre.

Il y a le parti socialiste, dévoué ardemment à la cause de la paix, et non moins ardemment prêt à se consacrer à la guerre avec le maximum d'efficacité.

Aussi ressemble-t-il à ces animaux symboliques plus ou moins baroques que l'on figure tenant les foudres de la guerre d'une patte, et le rameau d'olivier de l'autre. Il y en a pour tous les goûts et tous les « sentiments généraux ».

Jaurès jadis s'appliqua à lui donner ce caractère ambigu, Jaurès, qui fut victime de ce qu'un détraqué l'avait mal compris. Mais dont ses amis interprétèrent mieux la pensée en inaugurant sur sa tombe l'« Union Sacrée ». Avec un talent différent mais non moins distingué, Léon Blum continue, à bien des points de vue, sa tradition.

Quoi de plus naturel en somme ? Ces conceptions ne sont-elles pas les mieux adaptées aux nécessités de la propagande politique et du recrutement électoral ? Ne font-elles pas partie intégrante du vieux héritage démocratique, du bagage ordinaire du Français moyen. Mais lorsqu'un Jaurès ou un Blum les adoptent, ce n'est pas par simple calcul stratégique. C'est aussi que leur genre d'intelligence et de sensibilité, leur esprit « d'hommes de gouvernement » et de politiciens classiques s'y retrouve à l'aise, alors qu'ils s'inquiéteraient d'un examen plus « subversif » de ces questions de guerre et de paix.

Voici donc quelques extraits de l'exposé de M. Léon Blum et qui nous montrent assez explicitement ce qu'il y a à attendre en pareille matière du parti socialiste. Certainement, M. Léon Blum doit souhaiter la paix. Il l'imagine même possible.

Nous ne voulons pas que le socialisme international ait à se demander ce qu'il fera en cas de guerre, nous voulons qu'il n'y ait plus de guerre. Nous le voulons altruïstement et égoïstement, pour le salut de l'humanité et pour le salut de l'Internationale.

Mais, qu'est-ce que cela signifie précisément, la volonté de prévenir ou d'éviter la guerre à tout prix ? Quelle tâche précise cela comporte-t-il pour le socialisme international et pour le parti socialiste d'une nation déterminée, comme la France ? Une triple tâche à ce qu'il me semble. Compléter et perfectionner les procédures de règlement juridique entre les nations. Imposer le désarmement progressif, en le poussant vers le désarmement général. Péné-

trer d'esprit prolétarien l'organisation militaire, tant qu'elle subsiste, afin qu'en aucune hypothèse elle ne puisse être déviée vers d'autres fins que la défense contre une agression caractérisée.

Tout en ne voulant pas que le prolétariat international ait à se demander ce qu'il ferait en cas de guerre, M. Léon Blum se le demande si bien qu'il expose ainsi quelques-uns des points d'un accord possible entre socialistes :

Premier point d'accord : Reconnaissance du principe même de la défense nationale, principe que l'on pourrait provisoirement formuler comme suit : la classe ouvrière d'une nation donnée peut sans méconnaître son devoir international de classe, participer à la défense contre une agression.

Second point : Conception proprement socialiste de la défense nationale. Il existe une conception socialiste de la préparation de cette défense en temps de paix, et par conséquent de l'institution militaire, qui diffère fondamentalement des modes d'organisation gouvernementaux et bourgeois. La raison profonde de cette différence est précisément que le socialisme n'a exclusivement en vue que les nécessités strictes de la défense éventuelle.

Troisième point : Concordance non seulement possible, mais nécessaire de la notion socialiste de la défense nationale avec l'effort socialiste, pour le désarmement progressif tendant au désarmement général.

Quatrième point : Constatation de l'innuité à peu près complète de l'action gouvernementale en vue du désarmement. Reconnaissance du fait qu'à l'heure actuelle un résultat efficace dépend de l'action internationale du socialisme.

Cinquième point : Nécessité de coordonner et d'unifier cette action.

M. Léon Blum, qui ne passe point cependant pour un naïf, semble s'imaginer que dans ce conflit futur il sera facile de déterminer quel sera l'agresseur. Il a l'air de ne pas supposer qu'il y a de braves gens qui en sont encore à discuter sur les responsabilités de la guerre de 1914.

En présence de telles hypothèses, nous tenons pour acquis que le prolétariat du pays attaqué devrait participer à la défense et nous estimons qu'en défendant le sol national, il ne manquerait aucunement à son devoir de classe internationale. Dans le très remarquable article Kampi, dont la Nouvelle Revue socialiste a publié la première partie, notre ami Frédéric Adler le définit ainsi : « Reconnaître, du point de vue de l'ensemble du prolétariat international, la prééminence des intérêts communs de classe sur tous les intérêts nationaux particuliers. » L'adhère pleinement à cette définition que l'on pourrait compléter, je crois, en affirmant que les intérêts particuliers d'une nation donnée, si l'on s'efforce de les pénétrer dans leur réalité et de les envisager dans leur durée, ne diffèrent pas des intérêts communs de l'humanité ni, par suite, des intérêts communs du prolétariat international. Mais en défendant contre l'agression caractérisée le sol national, la classe ouvrière ne servirait pas seulement les intérêts particuliers de son pays, elle garantirait son indépendance, qui est une des conditions de l'ordre international et elle défendrait aussi ce rudiment d'organisation internationale, qui est le bien commun du prolétariat universel. Cette position n'est nullement entachée, à ce qu'il me semble, de social-patriotisme, ou bien alors c'est que l'expression de social-patriote aurait perdu son sens péjoratif.

M. Léon Blum pousse l'ironie involontaire jusqu'à féliciter le prolétariat d'être seul capable de patriotisme réellement pur, c'est-à-dire ne répondant à aucun de ses intérêts.

Ce qui est vrai, c'est que dans le même sens, où Marx et Engels ont écrit la phrase fameuse : « Le prolétariat n'a pas de patrie », on peut affirmer que le prolétariat seul connaît le patriotisme à l'état pur, puisque pour lui seul la défense de la patrie n'implique la défense d'aucun bien ou d'aucun privilège qui lui soit propre. Pour le capitalisme et pour la bourgeoisie, le souci de défense nationale même réel, même sincère, sera toujours compliqué et altéré par des préoccupations et des intérêts de classe. Ces préoccupations et ces intérêts marqueront fatalement leur trace dans les solutions proposées par les gouvernements et par les majorités aux problèmes militaires. Qu'il s'agisse de questions de recrutement, de discipline, d'armement, de fortification, ou même d'organisation générale, nous retrouverons toujours cette sorte d'adulteration de la défense nationale que seront venus vicier tantôt le souci de mettre l'armée au service du régime social, tantôt la crainte d'armer le prolétariat, tantôt le désir d'alimenter, de commander les grandes industries.

Je ne veux pas, pour l'instant, commenter cet ensemble d'idées et de projets dont on pourrait dire « qu'ils se suffisent à eux-mêmes ».

Ils soulignent la nécessité d'un effort de propagande réellement antimilitariste, s'opposant aux partisans de défense nationale de toute espèce.

EPSILON.

Groupe des Emules d'Etienne Dolet
d'Orléans

Samedi 31 mai 1930, à 20 h. 30, salle Hardouineau :

Conférence publique
et contradictoire

LA MORALE CHRETIENNE

par

GEORGES BASTIEN

Appel à la contradiction, la liberté de parole sera assurée.

Invitation cordiale à tous les libres penseurs.

Aux hasards du chemin...

SALAUDS !

Je lis aujourd'hui dans un journal de « grande information », que, sous le titre : « La Grande Nuit de Paris », une fête sensationnelle aura lieu au théâtre Pigalle, dans le courant du mois de juin, au profit des trois œuvres de sauvetage de l'enfance.

Nous avons eu l'occasion, en maintes circonstances, de dévoiler toute l'hypocrisie de ces œuvres de « sauvetage » qui, sous le couvert de la philanthropie, cachent des entreprises d'exploitation éhontée des pauvres gosses que l'on confie à leurs soins.

Travail épuisant, nourriture malsaine, discipline de prison, coups, cachot, tel est le lot réservé au pauvre mioche qui tombe entre les pattes des sales cocos qui gèrent ces œuvres.

Mais ce n'est pas encore cela qui m'indigne le plus. Car, n'est-ce pas, ceux qui organisent la fête peuvent très bien croire de bonne foi que le « sauvetage de l'enfance » est pratiqué d'une façon paternelle.

Ce qui me révolte, c'est que le communiqué annonce que les plus pures élégances de Paris seront présentes dans un décor d'une admirable ingéniosité et l'on assistera à un spectacle d'une rare somptuosité. Un souper terminera cette nuit prestigieuse. Les fauteuils sont au prix de 250 à 500 francs, et les soupers à 500 francs (couvert et champagne compris).

Ainsi, pour que les gens de la « haute » accomplissent une bonne œuvre (en admettant le bien-fondé du motif), il faut qu'ils se colent du champagne et des victuailles au travers de la gueule. Il faut qu'ils assistent au défilé d'élégantes plus ou moins nues et en costumes suggestifs.

On donnait des bals, à l'entrée très chère, au profit des Gueules cassées, des victimes de la guerre. Et on dansait, on se frottait ventre à ventre, soi-disant au nom de la « charité ».

Allons donc ! Tout est prétexte à orgie dans les classes riches. Qu'un cataclysme surgisse, que des cadavres, des blessés, des ruines et des misères en résultent ; immédiatement, on organise des bals et des soupers au bénéfice des victimes.

Des philanthropes, ça ? Non. Des profiteurs de la misère. Des gens qui dansent sur les cadavres, qui se vautrent dans le stupre sous le prétexte de la bienfaisance, qui se remplissent le ventre au nom de la charité.

En un mot, des salauds qui pourraient bien, un jour, danser d'une façon qu'ils n'auraient pas prévue.

ARISTOBULE.

LE FOU CONTINU

Malgré toutes les excommunications et le ridicule qui s'attache à sa personne « l'exilé » de l'A. F. n'en affecte pas moins une confiance inébranlable dans le succès de son entreprise.

A propos de la dernière manifestation royaliste qui s'est déroulée à Antony sous une pluie battante l'auteur de l'Entremetuse écrit :

« Des gens qui supportent ces trombes d'eau avec ce flegme supporteraient une salve de la même façon. Pour tout résumer, un tel enthousiasme, ce plein air, cette fermeté qui se rit des intempéries comme du risque rappelaient, évoquaient la chouannerie... Mais, attention !... Une chouannerie étendue du Mont des Alouettes, de Nîmes, de Barbenne et de Marseille, de Nancy et de Strasbourg jusqu'à la capitale et dont la cohésion, vous pouvez m'en croire, est et demeurera complète. Qu'on se le dise ! »

Allons, allons, la gousse n'en a plus pour longtemps. La grande chouannerie se prépare. Brri !...

ROMAN MODERNE

La grande presse fait une publicité, payée naturellement, à l'œuvre de la plus grande romancière des temps modernes. Cette petite dame expose le cas d'une jeune névropathe dont l'âme éprise de rêve, de poésie est copieusement houspillée le soir du mariage par la brutalité de l'époux.

Dégoûtée de l'homme et de ses œuvres, la jeune épouse divorce et cherche une consolation dans le saphisme. Elle ne s'y satisfait qu'à moitié et tombe finalement dans les bras d'un ami d'enfance aux gestes plus délicats.

Littérature pour bourgeois de la décadence mettant en relief certaines mœurs d'oisifs et qui ne peut que confirmer nos théories sur l'amour et l'union libre.

« EMOUVANTE » CEREMONIE !...

Les « piqués » d'action française ont découvert un nouveau truc pour bernier les pauvres gourdes qui les suivent. Ils ont ramassé « à l'endroit même » où Jeanne d'Arc fut brûlée par les soins des prêtres de l'époque, de la terre qui « reçut le sang de l'héroïne ».

Mise dans un reliquaire offert par le célèbre auteur de navets patriotiques Real de Sarte, et préalablement bénie par le cardinal-archevêque, cette terre sera offerte à la dévotion de tous les « bons Français ».

« Au chant du *Te Deum*, en présence des autorités et du corps diplomatique, ce « reliquaire » (?) sera déposé « à la place même où, il y a cinq cents ans, la mère de Jeanne vint s'agenouiller, suppliant qu'on réhabilite son enfant ».

Cela dépasse les bornes de la stupidité. Mais y a-t-il vraiment dans cette terre du sang de la Pucelle ? Nous demandons une expertise. Le sieur Amy semble tout désigné pour mener à bien cette besogne.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la suite de notre feuilleton.

LA TROISIEME CONFERENCE
DE BAKOUNINE

FAITS ET DOCUMENTS

Souvent, dans la foule, l'on entend parler de la religion dans des termes qui laisseraient supposer que la lutte de l'Etat contre les formations religieuses est un fait. Jugement sommaire s'il en fut, qui satisfait une opinion qui a davantage besoin d'affirmations que de faits précis.

La lutte contre la religion et les organisations puissantes qui la propagent, surtout la religion catholique, ne se manifeste nullement ; en tout cas on ne le voit guère. Par contre l'influence et l'activité des catholiques ne sont pas douteuses ; elles se traduisent par une liberté de plus en plus large ; réunions et journaux de plus en plus nombreux et il n'est point jusqu'aux organismes les plus importants de la république et l'état-major tout particulièrement, qui ne soient infestés de membres de jésuites.

Vous pouvez ouvrir les quotidiens à étiquette républicaine qui forment dans ce pays, l'opinion moyenne, vous n'y verrez jamais d'articles contre ces falsificateurs de la pensée, ces déformateurs de la jeunesse. Ce serait à croire que le péril noir a disparu car à leur égard c'est le silence complice et combien « éclairé ! » Jamais, pourtant, depuis 50 ans ils n'avaient multiplié leurs œuvres, étendu leurs ramifications comme aujourd'hui ; ils bâtissent des églises, créent des patronages, conservent pour le moins leur influence sur les femmes, et sur la jeunesse détruisent l'influence laïque. Ce silence de la grande presse qui leur est favorable, et que nous ne saurions croire désintéressé, les sauve et facilite leur besogne car ils opèrent à la façon des taupes et étendent sournoisement leurs ramifications dans tous les sens tant en étendue qu'en profondeur pénétrant ainsi les principaux organismes de la république démocratique et sociale.

Nous ne demandons point une Saint-Barthélemy dont ils feraient les frais, chacun à droit au soleil et à la vie, mais il est typique de voir, dans une république qui se pique d'incroyance, le glaive d'une justice athée s'abattre sur les incroyants qui n'admettent ni le diable ni l'Etat tout en tolérant les agissements de ces parasites antirépublicains. Se taire est parfois plus qu'une lâcheté, c'est un crime ; ce serait un crime et une atteinte à nos maigres libertés chèrement conquises que nos démocrates rognent ou les laissent rognier chaque jour un peu plus. Mais la grande presse se tait car elle est toujours au service de qui paie en services ou en nature... son silence est d'or, comme ses chaînes.

Par contre, que l'occasion se présente de montrer sous un beau jour et dans des attitudes avantageuses les représentants de cette internationale noire, alors les quotidiens sortent de leur mutisme ; par là ils se dénoncent... car ils parlent toujours pour flatter, pour excuser, jamais pour critiquer ou blâmer.

Dernièrement un Congrès eucharistique s'est tenu à Carthage. Vingt-cinq mille congressistes devaient s'y rencontrer. Le gouvernement avait, un moment, pensé à les loger dans les écoles laïques mais devant les protestations véhémentes élevées par la population ce projet fut abandonné. Alors le gouvernement du protectorat tunisien (1) n'hésita pas à prélever 5 millions sur le budget des travaux publics et les mit à la disposition du congrès pour faire construire des baraques.

La Tunisie est surtout musulmane. Imaginez les réactions produites par la présence des hommes noirs chez ce peuple qui est encore pointilleux sur le chapitre de la religion ! Aussi l'inévitable se produisit ; et, devant une telle provocation (2), « les élèves de l'Université et des classes supérieures des collèges et du lycée organisèrent une manifestation de protestation, samedi 3 mai, ils furent sauvagement brutalisés par la police et vingt-cinq arrestations furent opérées, dont treize ont été maintenues jusqu'à ce jour.

D'autre part, nos amis Ckedy Khairallah, directeur du journal français *La Voix du Tunisien*, et Mohieddine Klibi, journaliste de langue arabe, ont été appelés par la direction de la Sûreté et menacés d'emprisonnement s'ils continuaient à critiquer le Congrès.

« Ainsi la rue est mise à la disposition des prêtres qui organisent chaque année à Tunis, à la Goulette, à Sfax, des processions interminables avec une statue en bois : la « Madona di Trapani » ; mais elle est refusée aux musulmans.

« La liberté de la parole est accordée chaque dimanche à Mgr Pous pour blasphémer la République et les laïcs, mais elle est refusée à ceux qui rappellent au Gouvernement son devoir élémentaire : le respect des Principes et des Traités. »

Voilà où nous en sommes aujourd'hui, la force républicaine est au service de l'Eglise ; pour ce qui est des journaux qui disent tout, nous attendons encore des protestations de leur part sur cette affaire. Mais les journaux quotidiens sont silencieux... dis-moi qui te paie je te dirai qui tu es.

Il existe aujourd'hui une crise économique ; elle fait tache d'huile et gagne tous les continents. Les causes sont multiples : surproduction, sous-consommation, tarifs douaniers qui augmentent les prix de revient des denrées étrangères et chômage — qui entretiennent la paupérisation — du fait de la rationalisation et restriction volontaire de la production lorsqu'elle est trop abondante. M. de Peyerhoff, président du comité central des houillères de France, a fait des déclarations qui valent qu'on s'y arrête un instant. Pour lui la cause est assez complexe et n'a pas été déterminée brusquement.

(1) Nous empruntons ces renseignements à *La Lumière* du 17 mai.
(2) *Idem.*

« Amorcée dès 1924, dit-il, la baisse mondiale des prix de gros, s'est accentuée l'an dernier sous l'effet d'un effort de production mal mesuré, trop bien servi peut-être par les progrès continus de l'outillage et de la technique, les conquêtes du machinisme, le perfectionnement des procédés de culture, l'usage intensif des engrais et aussi, peut-être, par la bienveillance excessive de la nature. De telle sorte que le renforcement de la capacité de production, dans les grandes branches industrielles et agricoles, l'efficacité croissante du travail humain, même les caprices des saisons ont multiplié les biens sans que la consommation s'accroît parallèlement. »

La bienveillance de la nature, était considérée jusqu'à ce jour comme un bien ; chacun se réjouissait d'années fécondes. Or, en 1930, sous la domination des trusts, la bienveillance de la nature est un élément de crise, un facteur de misères, et la pléthore est une catastrophe. Il eût dû aussi se réjouir des inondations du Midi venues opportunément corriger cette bienveillance excessive.

A Douarnenez, cette année, la pêche au maquereau est fructueuse à l'extrême ; or les pêcheurs sont contraints de jeter à la mer l'excédent de leur pêche, les usines de conserves limitant leurs achats. Pendant ce temps dans les villes, le poisson est inabordable et la conserve présentable réservée aux nouveaux riches.

Nous nous évertuons à le dire, production et consommation sont les deux termes d'un même problème et dès l'instant qu'on en possède la solution le remède est simple. Mais que penser de dirigeants qui, pouvant corriger une mauvaise organisation sociale, laissent en état un ordre scandaleux qui maintient de monstrueuses inégalités sociales ? Aucune explication hors l'intérêt, le sordide intérêt de particuliers qui organisent la vie chère.

Notre récolte en blé l'an dernier n'a pas été mauvaise ; actuellement les cours à la production sont de 122 francs environ. L'an dernier, vers cette époque, les droits sur les blés étaient de 35 francs aux 100 kilos ; or, (1) ils viennent de subir une augmentation de 30 francs, et comme depuis un an ils avaient été augmentés de 15 francs il y a aujourd'hui 80 francs de droits par 100 kilos de blé qui valent 122 francs. Cette protection s'explique d'autant mieux que les stocks visibles dans le monde augmentent, bien qu'ils soient en baisse sur avril. Il importait donc de maintenir les prix en rarefiant le blé et par tous les moyens. En la circonstance, encore, la législature a favorisé les fauteurs de vie chère.

Voici la comparaison de ces stocks (2) :

au 1 ^{er} mai 1930..	470.430.000 boisseaux
au 1 ^{er} mai 1928..	340.490.000 —
au 1 ^{er} mai 1927..	287.680.000 —

Pour toutes les denrées, il y a pléthore, les magasins regorgent et, parallèlement à cet accroissement, le commerce diminue ; nous vendons moins et nous réduisons nos achats.

C'est le scandale du régime qui comporte ainsi la restriction de la consommation, au risque d'amener la paralysie du commerce et de l'industrie, alors qu'il est encore des gens sans abri, des milliers de familles réduites à la faim ; que, pour remédier au chômage, il y a des rivières dont l'énergie est à capter, des routes à construire, des chemins de fer à électrifier et des loisirs à donner à qui participe à la production, etc. Au point de vue de l'organisation industrielle, nos progrès sont tangibles ; mais, au point de vue social et politique, nous sommes contemporains de Plinie l'Ancien ; le despotisme des puissants fait seul la loi.

Quand leurs intérêts sont en jeu, les capitalistes ne manquent point d'intelligence, et savent même faire abstraction de leurs sentiments nationalistes. C'est ainsi que l'azote entrant de plus en plus dans la consommation (qui a doublé en six ans, passant de 925.000 tonnes à 1.872.000 tonnes), il résulte des négociations qui se sont poursuivies à Berlin pendant plusieurs années la formation d'un syndicat (3) « groupant les producteurs allemands, français, belges, italiens, yougoslaves (société Nobel), suisses, tchécoslovaques, suédois et norvégiens, contrôlant ainsi une production totale de l'ordre de 1.200.000 tonnes, soit environ 250.000 tonnes d'azote pur ». Dans le domaine des affaires, il n'y a plus de frontières ; et cet exemple, qui nous vient d'en haut, gagnerait à être médité par les peuples qui demeurent divisés par la politique pour la défense de leurs propres intérêts.

L'heure est venue d'y penser.

BERNARD ANDRE.

(1) *Le Temps* du 26 mai.
(2) *Idem.*
(3) *Idem.*

Jean MARESTAN

L'EDUCATION SEXUELLE

Nouvelle édition, 336 pages,

illustrée, 18^e mille

Prix, 12 fr. 50 ; franco, 13 fr. 75

Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Egalité des sexes. — Moralités futures — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage divorce, union libre. — Les déviations morbides. — Le problème social de la population.

En vente : Librairie d'Editions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

Abonnez-vous pour assurer une vie régulière à votre journal.

TRIBUNE SYNDICALE

SUR L'ADOPTION ET L'APPLICATION D'UNE DÉCISION

L'ami Lenteur affirme que j'ai pris mes désirs pour des réalités dans la question de l'attitude des anarchistes à l'égard du syndicalisme. Selon la résolution du Congrès de l'U.A. Je n'ai eu qu'à m'en rapporter à nouveau à cette résolution admise à la quasi-unanimité pour me convaincre que les délégués avaient transformé mes désirs en réalité, tant sur le sujet primordial de l'unité syndicale que sur la nécessité pour les adhérents de l'U.A. d'agir dans telle ou telle C.G.T. Quelles que soient les dénégations, ainsi que les raisons qui les suscitent, cela est un fait indéniable et acquis.

Il ne s'agit pas de traiter le sujet sous l'angle étroit d'une querelle de boutique comme malheureusement trop souvent c'est le cas, pas plus que de tenir compte de l'esprit mesquin animant certains militants contre ceux qui ont une opinion différente de la leur ou encore d'être imprégné de rancune quelconque d'amour-propre froissé, mais seulement de discuter des faits, de s'en tenir strictement aux préoccupations de l'intérêt désintéressé du mouvement syndical. Il ne convient pas non plus d'être surpris du subit engouement de quelques camarades pour un organisme qu'ils ont si longuement, sinon combattu du moins totalement négligé. Il faut se rappeler que longtemps la pensée de ceux qui avaient quitté la C.G.T.U. était de ne pas former une nouvelle C.G.T. qu'ils envisageaient l'U.F.S.A. comme un groupement provisoire destiné à réaliser l'unité syndicale, la création d'une 3^e C.G.T. dont les fondateurs presque à sa naissance se sont publiquement affirmés antiautoritaires, a fixé définitivement pas mal de militants sur l'attitude qu'il convenait d'adopter. Ce n'est donc pas sur ces principes que le Congrès de l'U.A., ni ses adversaires combattent la 3^e C.G.T., mais surtout sur son rôle nuisible à la réalisation de l'unité syndicale.

Il plait à Lenteur de comparer la C.G.T. à une organisation de jaunes, patronale ou catholique, cela paraît quelque peu exagéré et être un bien piètre argument issu d'avantage du dépit que de la raison pure. Ils sont de la même farine que ceux qui la comparaient à l'église ou à l'armée, affirmation osée qui ne convaincant, ni celui qui l'émet, ni ceux qu'on veut convaincre.

A moins d'être de mauvaise foi, on ne peut dire que tout en étant à la C.G.T., nous trouvions que tout y soit parfait, que nous tentions chaque jour de modifier cet état d'esprit de fait. Il est d'ailleurs erroné de laisser supposer que tout ce qui s'y fait soit mauvais. Au point de vue corporatif, il y a dans l'ensemble des corporations dans la propagande assez peu de différence sur l'action des unes et des autres, seule l'action sociale est différente au désavantage de la C.G.T. L'opinion qu'il n'y a rien à faire dans celle-ci est infirmée par des faits précis. Que ces faits n'apparaissent pas extérieurement d'une manière frappante, c'est possible, ils n'en sont pas moins patents.

Je crois qu'un homme doué de conscience et de volonté peut y parler et agir. Qu'il n'est pas d'avantage contraint de se soumettre entièrement aux règles contrairement à ses convictions qu'il ne l'est aux anarchistes sous le régime capitaliste d'accepter les lois et l'autorité de celui-ci.

En ce qui concerne la croyance de Lenteur, qu'en cas de scission à la C.G.T.U. la majorité irait à la 3^e C.G.T. En dehors d'affirmation opposée formulée ouvertement par des militants sérieux, il n'y a qu'à s'en tenir à l'organe officiel de la minorité pour se convaincre du contraire. A moins de supposer que les communistes ultra-autoritaires songeraient à devenir subitement antiautoritaires ! Hypothèse aventureuse.

On peut élaborer au sein de tel ou tel organisme des solutions théoriquement parfaites, mais d'une application difficile, ce qui fait qu'elles ne sont au demeurant que de belles formules.

Pas plus dans l'une ou l'autre C.G.T., les adhérents ne sont tous d'angéliques personnes. Il y a un nombre de créatures bien imparfaites accomplissant de-ci de-là certaines vilenies pour satisfaire leurs besoins et leur égoïsme. C'est ce qui rend le syndicalisme comme presque tous les groupements humains susceptible de critiques et de continuelles améliorations.

Quant à la paralysie dénoncée par Lenteur, le tout est de savoir si une réalisation qui tendrait à dogmatiser sans cesse à envenimer par de mesquines querelles les relations entre militants sincères à morceler à l'infini les organisations d'avant-garde, y compris le syndicalisme, est bien de nature à atteindre le but qu'on se propose, ou si au contraire sans trop le vouloir, en agissant de certaine manière, on obtient un résultat diamétralement opposé, tout en se défendant hautement à l'abri des principes d'en être responsable.

Il est assez facile de s'imaginer que ce n'est pas en multipliant les organisations, en morcelant les forces ouvrières qu'on réalisera les aspirations des travailleurs conscients qu'on atteindra l'objectif du syndicalisme. C'est pourtant cela l'essentiel. On semble l'oublier trop aisément et s'en tenir à des considérations particulières, des triomphes personnels.

Encore une fois, je me plais à le répéter sans m'illusionner outre mesure que la décision du Congrès de l'U.A. me paraît conforme aux réalités tangibles et qu'elle reflète bien l'état d'esprit de l'ensemble des délégués.

Elle peut être susceptible d'être modifiée dans l'avenir. La logique voudrait qu'en attendant elle soit appliquée exactement. On peut supposer que le jour où celle-ci sera annulée, contraignant ainsi les adhérents de l'U.A. à adhérer à la 3^e C.G.T., qu'il en résultera une division un peu plus grande.

Il est à craindre qu'une dualité ne tardera pas à se manifester entre l'U.A. et celle-ci, tant la structure et les rôles dans la pensée de certains paraissent identiques.

S'il peut convenir à quelques audacieux de tenter semblable expérience dont le résultat est à peu près certain d'avance, qu'ils n'espèrent pas trouver pour aide. J'en ai connu de trop désastreuses pour recommencer à nouveau. La destinée de la

classe ouvrière a trop d'importance pour être jouée et pile ou face. Si l'expérience n'est pas une leçon, à quoi peuvent servir la réflexion, l'observation. Ce n'est pas lorsqu'il mout le grain que le moulin fait le plus de bruit. C'est quand il tourne à vide.

Hélas ! la contradiction entre les paroles et les actes, tant des collectivités que des individus n'est pas uniquement le défaut d'un seul organisme de quelques personnalités ; on les observe presque partout et chez tous.

Il peut être préférable de vouloir s'octroyer seulement des mérites pour laisser à autrui les erreurs et les fautes. La réalité peut-elle s'accommoder de cet arrangement facile ? Cela semble assez douteux !

Il n'est pas d'organisation où les adhérents ne doivent tant soit peu faire quelque concession pour le bien de l'organisation. Consentir un minimum de discipline ne veut nullement dire qu'on soit assésé à l'immobilité, au silence. Dans aucun organisme, la critique, même légitime des minorités, n'est acceptée avec enthousiasme par la majorité. Ceux qui la font y trouvent plus d'ennuis que de profits.

En résumé, je crois qu'en toute matière, il ne faut pas prêter à ses adversaires des intentions qu'ils n'ont pas pu leur imposer des responsabilités qui leur sont étrangères.

Ce n'est pas toujours dans l'agréable et la préférence que se trouve la plus grande utilité.

L'essentiel n'est pas de jeter l'anathème contre ceux qui agissent ici ou là, mais plutôt contre ceux qui n'agissent pas.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

LE PEN.

C. G. T. S. R.

A SYNDICAT FORT, ACTION PUISSANTE

Une victoire du Syndicat unitaire des Terrassiers

Dimanche 25 mai se tenait l'Assemblée générale du Syndicat unitaire des terrassiers. Comme à l'habitude, surtout depuis la formation du Groupe parisien des « Amis du Combat Syndicaliste », nos vendeurs, en l'occurrence les camarades Ganin, des Maçons, Doussot, des Métaux, et Giraud, des cimentiers, se présentèrent à l'impasse Chausson, munis des 50 numéros nécessaires à la vente habituelle.

A peine étaient-ils arrivés qu'ils furent assaillis par une cinquantaine d'énergumènes qui, bravement — on le serait à moins — s'emparèrent des journaux détenus par nos amis. Comme de juste, cela n'alla pas sans coups.

Cet incident n'a en soi qu'une valeur relative, mais nous ne le laissons pas passer sans notre persévérance commence à porter ses fruits.

Lors des dernières ventes aux adhérents de ce syndicat, nous n'avions pas été sans remarquer combien les méthodes de propagande et de lutte préconisées par notre organe central étaient prises par les ouvriers touchés, s'il en était besoin, les faits qui se déroulent dimanche matin nous ont prouvé que nous sommes dans la bonne voie et menaces et coups ne nous empêcheront pas de la suivre.

Nous entendons bien que pour les leaders unitaires que nous ne confondons pas avec l'ensemble des adhérents, c'étaient des agents provocateurs, mais il faudrait le prouver et en ce qui concerne les trois assaillis, ce serait plutôt difficile.

Un provocateur, Ganin, qui, y a quelques mois, à la suite d'une action vigoureuse menée par le S.U.B., se retrouvait couché dans un lit d'hôpital ? Et Doussot, qui, en dépit d'une infirmité de possibilités corporelles restreintes, s'acharne à rester un de ces « jeunes vieux » qui, ayant compris, restent indéfectiblement attachés à l'idée ? Quant à Giraud, l'action virile qu'il mène à travers les chantiers de « Ciment » suffit à le qualifier.

Au surplus, ces « agents provocateurs » firent partie d'un groupe d'adhérents de la C.G.T.S.R. qui, à Ivry, il y a quelques mois, ne craignait pas d'affronter les provocateurs de la clique Hervé, alors que les communistes locaux, cependant nombreux dans ce lieu, puis qu'ils sont maîtres de la mairie, brillèrent par leur absence.

A cinq contre cent, ils permirent au syndicalisme révolutionnaire de faire entendre sa voix aux quelques ouvriers égarés là.

C'est contre ceux-là que les terrassiers unitaires mènent la bataille !

Le patronat des travaux publics, auquel ils sont assujettis, est-il réduit à l'impuissance ? Les forces de coercition capitalistes et gouvernementales ont-elles été vaincues, que l'on croit nécessaire de s'attacher à des ouvriers diffusant un organe luttant pour la désagrégation de ces forces ?

La lutte pour la transformation sociale n'exige-t-elle pas que chacun fasse l'effort indispensable, selon sa conception, pour en hâter la réalisation ? Et pour cela le choc des idées n'est-il pas utile ? Ne suffit-il pas que la poignée vienne « fouetter » ceux qui, avec de la magie et mauvaise foi, accomplissent, sous prétexte de centralisation des efforts, un travail fécond de désorganisation ouvrière ?

Nous le croyons. Aussi, quel que soit l'état d'esprit de nos adversaires — on pourrait presque écrire « ennemis » — de tendance à ce sujet, nous continuerons notre travail de redressement syndical avec tout le calme et la ténacité compatibles.

Pour cela la diffusion de notre journal s'impose, nous la poursuivons inlassablement chez les terrassiers, comme auprès des travailleurs de toutes les professions.

Pour obtenir des résultats, la menace ne nous semble pas nécessaire, néanmoins, comme nous ne sommes pas des disciples de Tolstoï, chaque fois que l'on nous attaque, nous nous défendons, comme l'on se défend quand on est en état de légitime défense : par tous les moyens.

Pour le Comité de rédaction et d'administration du « Combat Syndicaliste » :

Andrieux.

Chambre Syndicale autonome des Métallurgistes de la Seine. — Réunion du Conseil le samedi 31 mai, à 15 h. 30, au siège, Bureau 21, 5^e étage, Bourse du Travail.

Permanence le samedi de 15 à 18 h., et le dimanche de 9 heures à midi.

Le Secrétaire.

C. G. T.

TERRASSIERS

Réunion de la Section d'Argenteuil dimanche 1^{er} juin, à 9 h. 1/2, à la Maison du Peuple.

Syndicat Confédéré des Cimentiers et aides de la Seine. — Réunion du Conseil vendredi 30 juin, à 18 heures au siège, tous les copains sont priés d'être présents pour prendre les tracts et en assurer la distribution. — Le secrétaire, Alfred Pingon.

LA VOIX DE PROVINCE

(suite de la 3^e page)

ments ouvriers et je dois ajouter que ces locaux manquent habituellement de toute hygiène et sont tous de plus dans l'état où les a laissés le locataire précédent. A quoi bon parler au propriétaire de réparations, elles sont à votre charge. C'est à prendre ou à laisser. Les salaires minimes des ouvriers à Toulouse ne leur permettent pas de prendre ces frais à leur compte, il en résulte que bien des logements sont dans un état de malpropreté et de délabrement repoussants. Vaut-il la peine de le dire ?

Il n'est pas d'organisation où les adhérents ne doivent tant soit peu faire quelque concession pour le bien de l'organisation. Consentir un minimum de discipline ne veut nullement dire qu'on soit assésé à l'immobilité, au silence. Dans aucun organisme, la critique, même légitime des minorités, n'est acceptée avec enthousiasme par la majorité. Ceux qui la font y trouvent plus d'ennuis que de profits.

En résumé, je crois qu'en toute matière, il ne faut pas prêter à ses adversaires des intentions qu'ils n'ont pas pu leur imposer des responsabilités qui leur sont étrangères.

Ce n'est pas toujours dans l'agréable et la préférence que se trouve la plus grande utilité.

L'essentiel n'est pas de jeter l'anathème contre ceux qui agissent ici ou là, mais plutôt contre ceux qui n'agissent pas.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

Le syndicalisme n'est pas une sélection, mais un amalgame qui convient de guider et d'instruire. Ce rôle dévolu aux minorités agissantes face à la carence des majorités, souvent enclines à l'inertie, n'est pas toujours admis et compris comme il le devrait. C'est assez regrettable.

LA VIE DE L'UNION

Commission Administrative de l'U. A. C. — Réunion lundi 2 juin, à 20 h. 30, local habituel.

PARIS-BANLIEUE

Broue du 11^e et 12^e. — Mercredi 4 juin, à 20 h. 30, au 170, du Faubourg Saint-Antoine, salle Vigier, conférence éducative par notre camarade Saïl Mohamed, sur l'inquisition capitaliste en Algérie.

Les camarades algériens sont spécialement invités.

Groupe du XV^e. — Réunion du groupe vendredi 30 mai, à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle : La propagande dans la région. Présence de tous les camarades.

Groupe anarchiste des 17^e et 18^e arrond. — Réunion mardi 3 juin, à 20 h. 30, 48, rue Duhamel, réservée aux adhérents du groupe. Présence indispensable.

Groupe du 10^e, 19^e et 20^e. — La causerie de notre ami Sébastien Faure sur « La Commune » a attiré beaucoup de camarades et de sympathisants. La salle de « La Solidarité » était bien trop petite. La prochaine causerie aura lieu fin juin. Prochainement nous indiquerons le sujet de cette causerie. Le groupe se réunira mardi prochain, 3 juin, à 9 h. du soir, 72, rue des Frères. Discussions entre camarades, bibliothèque, adhésions.

Le secrétaire : Pételet.

Groupe Régional d'Antony. — La prochaine réunion du groupe aura lieu le dimanche 15 juin, à 10 h. 30, salle de la Cigogne, 72, avenue d'Orléans. Ordre du jour : La réunion de Bédier ; la situation régionale. Tous les camarades comprendront l'importance de cette réunion. Les sympathisants sont toujours les bienvenus à nos réunions. — Le secrétaire, R. Durot.

Argenteuil. — Le Groupe Libertaire réunit le 24 janvier, à l'invitation de l'U.A.C.R., dans la ligne définie par le congrès de Paris 1930 : décide de mener une propagande intensive dans la mesure des disponibilités du groupe et de la région et lance un appel pressant à tous les camarades et sympathisants. — Le secrétaire : Mornet.

Le groupe se réunira le 6 juin, à 20 h. 30, à la Maison du Peuple d'Argenteuil.

Groupe Régional de Bezons. — Le groupe de Bezons a pris la décision d'organiser une fête champêtre sur les bords de la Seine, à Bougival, le dimanche 13 juillet. Nous demandons à tous les copains de la région parisienne de venir cette date.

Bicêtre, Gentilly, Villejuif. — Les camarades de cette région réunis dimanche 25 mai à Bicêtre ont décidé la formation d'un groupe libertaire régional adhérent à l'U.A.C.R.

Les premières adhésions furent reçues et ont été transmises à la C. A. ; la prochaine réunion du groupe aura lieu dimanche 8 juin à 10 h. 30, café Ramel, 6, rue du 14-Juillet, angle rue du Kremlin.

Appel est fait aux sympathisants.

Choisy-le-Roi. — Un groupe est en formation pour cette région. Une réunion préparatoire aura lieu le 22 juin à Choisy avec le concours du groupe régional d'Antony. Pour renseignements complémentaires, écrire à Roger Durot, 17, Grande-Rue, à Fresnes (Seine).

Clichy. — Les camarades de Clichy et des localités avoisinantes (Asnières, Gennevilliers, Levallois) qui désirent collaborer à la formation d'un groupe anarchiste-communiste sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Le Bot Louis (fils), 1, rue Reffut, à Clichy (Seine).

Livry-Gargan. — Dans sa dernière réunion, le groupe a pris d'importantes décisions concernant la propagande dans la région.

Pour la mise en application de celle-ci et pour la coordination de nos efforts, il serait souhaitable que tous les camarades assistent régulièrement aux réunions à venir, qui auront lieu dorénavant les 1^{er} et 3^e samedis du mois.

Prochaine réunion le 7 juin, à 21 heures, salle Coulon, rue de Paris. Causerie par le camarade René : Les journées révolutionnaires de Juin 1848.

PROVINCE

Bédiers. — Groupe « Travail Liberté ». — A la suite de la note du camarade Maupois, parue dans cette rubrique, le groupe anarchiste-communiste « Travail Liberté », pour éviter toute confusion, rappelle aux groupes et individualités que quoique adversaire de tout électorisme, il reste comme par le passé adhérent à l'U.A.

C.R. et se mettra même temps à la Fédération Anarchiste-Communiste du Languedoc. Toute correspondance relative audit groupe doit être adressée au camarade : Louman, terrain Baral, Maison Mercadier, Bédiers.

Bordeaux. — Lundi 2 juin, à 20 h. 30, salle de réunions, 50, rue de Cursol, controverse sur « Le Mensonge religieux » entre Ch. Boussinot et J. Rénaud. L'intérêt de ces discussions ne peut échapper aux camarades et sympathisants qui se feront un plaisir d'y assister et y participer.

Brest. — On trouve le « Libertaire » chez Tréguier à la Maison du Peuple. Les copains désireux de s'abonner, se réabonner ou qui voudraient souscrire pour le « Libertaire » peuvent s'adresser à Tréguier, qui fera la nécessaire.

Nîmes. — Durant l'été, la réunion du Groupe aura lieu chaque mardi, 20 h. 30 en plein air. Rendez-vous au Pont de Vignerne, Jardin de la Fontaine. — Reynaud.

Fédération anarchiste du Nord. — Les camarades se sont réunis à Croix, le dimanche 18 mai pour entendre le compte rendu du Congrès de Pâques et prendre des décisions.

Ont renouvelé leur adhésion à l'U.A.C.R. :

1^o Le groupe de Croix ;
2^o Le groupe de Marquise-Barroul ;
3^o Nouvelle adhésion du groupe de Seclin, lequel désire rayonner autour de Wattignies-Templaires, Attiches, Phalempin, Gondecourt, Libercourt (n^o 5 d'Ostrocourt et Cardin (n^o 4 des mines d'Ostrocourt) ;

4^o Groupe de Lille (en reformation).
Pour Roubaix et Wattrelos, nous envisageons ce qu'il est humainement possible de faire par la suite. Pour la tenue de causeries populaires, de conférences ou meetings, deux solutions s'offrent :

A. — Organiser des tournées sous les auspices de la Fédération d'où nécessité d'un budget fort.

B. — Remettre aux groupes le soin d'organiser eux-mêmes ces conférences en accord avec le Congrès de Pâques qui considère le groupe local comme la base de toute notre organisation.

Cette dernière solution trouvée la plus pratique fut adoptée. La Fédération sera mise au courant de l'effort des groupes et se bornera à aider à la bonne réussite des conférences.

Mais ce qui nous amène à adopter ce point de vue c'est qu'il existe un organisme interfédéral des Amis de Germinal dont le siège se trouve à

Amiens et qui rayonne sur les 4 départements. Une souscription permanente est ouverte pour les frais : (affiches, déplacements, tracts), 12, place Fauvel, Amiens (Somme).

Il nous restait à indiquer les attributions de la F. A. du Nord qui sont :

1^o L'édition de Germinal-Nord, actif à ce jour (en chiffres ronds)Fr. 830
2^o Le service librairie 1.663 36
Marchandises inventoriées 1.123 07
En caisse 545 29
3^o La caisse de Solidarité Internationale, déficit de 82 fr. 75 payé par le service Solidarité régionale, en caisse 52 65

Ensemble, actif net 2.571 01

Ce chiffre de 2.571 francs représente l'effort d'après guerre, à la date du 18 mai 1930. Une somme de 78 fr. en caisse aux Amis de Germinal-Nord est avancée pour la prise de 13 cartes 1930 à l'U. A. C. R. La